

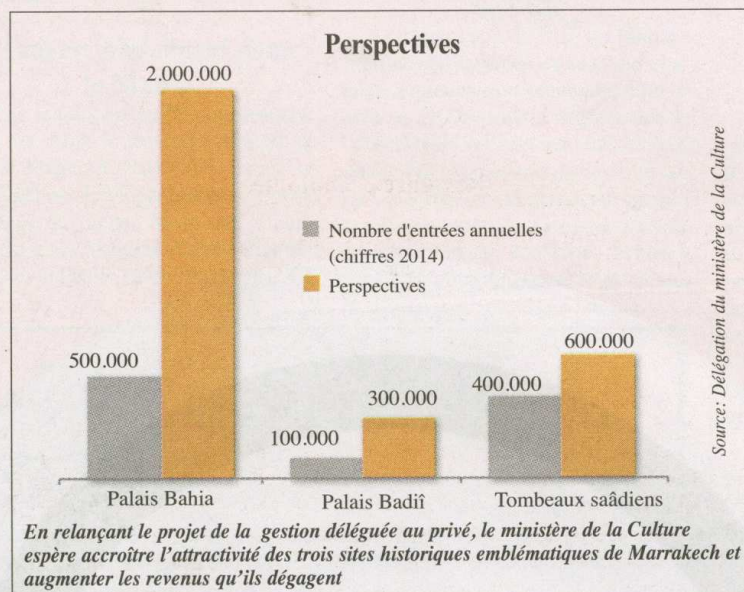
ANALYSE

Marrakech/Patrimoine: Un capital mal vendu

• Faute de compétence et de logistique, les sites n'attirent pas grand monde

• Leur sauvegarde pourrait devenir un véritable levier économique

MARRAKECH a cumulé à travers les dynasties qui l'ont gouvernée depuis les Almoravides jusqu'à l'époque des Alaouites, un patrimoine riche et diversifié en termes architectural, urbanistique, et artisanal, qui est actuellement menacé aussi bien par les facteurs naturels qu'humains. Mais, force est de constater que les monuments sont gérés de manière artisanale. Les sites les plus visités par les touristes ne disposent presque pas de logistique. Mieux valorisé, ce patrimoine représenterait pourtant un sacré levier économique. L'exemple le plus édifiant est celui des jardins Majorelle devenus une escale tou-



ristique incontournable. Mais, c'est surtout grâce à sa gestion, le développement de nouveaux produits comme le musée que ce jardin attire 760.000 visiteurs chaque

année, bien plus par exemple que les jardins de l'Agdal dont la création remonte aux temps des Almohades. C'est pour cela d'ailleurs que le ministère de la Culture souhaite aujourd'hui déléguer la gestion de 3 sites historiques, les Palais Bahia et Badiï et les tombeaux Saadiens au privé même si quelques puristes critiquent cette option.

Le ministère de la Culture n'a pas de compétences pour mener à bien des tâches

par le ministère des Habous ou encore à l'initiative du ministère de la Culture se font sans la moindre coordination. De même, certains dossiers de sauvegarde ne sont même pas sortis des tiroirs de leurs auteurs.

De l'avis de l'architecte Mohamed Belmejjad, l'état actuel de plusieurs lieux historiques est désastreux et alarmant et a besoin d'interventions rapides. Dar Si Said, Smata, Menara... la liste est longue. On a beau avoir l'un des patrimoines culturels les plus riches, on ne sait pas encore comment le valoriser, et surtout comment le rentabiliser. Reste la volonté d'engager une démarche participative qui ouvrirait le chemin vers une véritable préservation ou continuer à ignorer les vestiges du passé. Outre son patrimoine bâti historique, Marrakech occupe déjà les devants de la scène dans l'ensemble des filières culturelles avec une école de cinéma et des producteurs de renommée internationale qui sont installés dans la région, argumente Youssef Mouhy, président de l'union locale de la CGEM Marrakech. Idem pour la filière édition ou l'artisanat d'art. Mais pour transformer ces acquis en un levier économique, il faut un accompagnement stratégique, estiment les acteurs locaux. Le ministre Mohamed Sbihi n'est pas contre. Son département a élaboré, à travers un processus de concertation, un plan intitulé «patrimoine 2020» avec un ensemble

Plaidoyer pour la restauration du Badiï

AUJOURD'HUI, architectes et chercheurs poussent la réflexion encore plus loin. Ils militent en faveur du lancement d'un immense chantier de restauration, voire même de reconstruction, d'un site emblématique comme celui du palais Badiï à même d'offrir une animation culturelle pour la ville. Ce palais construit entre 1578 et 1603 par Yacoub Mansour (dynastie des Almohades) est en ruine et il ne reste plus de ses splendeurs que des vestiges. Pourtant, il existe des plans de base conservés au Vatican qui nous permettraient de faire renaître ce palais de ses cendres comme ce qui a été fait par de nombreux autres pays. □

comme la documentation, les études et la restauration des monuments, ni surtout pour assurer la gestion économique de ces sites. C'est la même démarche que veut adopter la commune de Marrakech pour les structures qu'elle gère encore (Théâtre Royal) ou les futurs projets culturels que la ville compte créer (3 musées). «De nombreuses villes du monde l'ont compris et misent sur ce lien avec l'Histoire pour attirer les voyageurs amateurs de vestiges et de traces de civilisations anciennes», souligne un historien. Les habitants de Marrakech n'ont pas encore intériorisé l'importance de ce patrimoine et sa valeur identitaire et même commerciale, soulignent les intellectuels qui insistent sur la préservation des trésors de la médina et s'inquiètent de «la régression dramatique du patrimoine et des sites historiques». C'est que les efforts menés ici et là tantôt par la municipalité, tantôt

d'objectifs à atteindre en partenariat avec les institutions et acteurs en relation avec le patrimoine national. Cette stratégie en cours d'élaboration devra ouvrir de grands chantiers dont la préservation, l'augmentation du nombre de visiteurs, la formation avec des mini-plans pour chaque ville; et Marrakech qui bénéficiera de la première délégation au privé de 3 de ses grands monuments devrait être un grand laboratoire. En effet, confirment les professionnels du tourisme, le volet culturel est une des premières raisons qui poussent les consommateurs au voyage. Et sur le terrain, 15% de la plus-value est liée au culturel et au patrimoine. □

B.B.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Marrakech/Patrimoine

Le privé entre dans la course

• Palais Badiï, Bahia et les tombeaux saâdiens en gestion déléguée

• Les adjudicataires connus en octobre prochain

TOUT d'abord, une précision de taille. Le ministre de la Culture Mohamed Sbihi n'arrête pas de le marteler: le Maroc ne compte pas privatiser ses monuments historiques, mais plutôt en déléguer la gestion. Et l'appel d'offres international, lancé en août dernier concernant trois sites historiques de Marrakech (Palais Bahia, Badiï et les tombeaux saâdiens), devrait désigner un exploitant professionnel qui aura à gérer tout ce qui a trait à la gestion économique, l'accueil des visiteurs, la gestion de la billetterie, la promotion, l'animation...mais le ministère garde le contrôle. C'est parce qu'il n'a pas les moyens ni les compétences que le ministère a décidé de confier l'exploitation commerciale de ces monuments à des opérateurs privés. Les

exploitants devront mettre en place également un programme de visites guidées, l'organisation de manifestations sur les sites pour accroître leur rayonnement, les activités pédagogiques à destination des écoles

l'exploitation exclusive des sites Palais Bahia, Badiï et les Tombeaux Saâdiens et en conserver la majorité pendant la durée du contrat. 2 millions de visiteurs sont actuellement enregistrés sur l'ensemble des 3 sites.

Ressources humaines

L'ATTRIBUTAIRE du marché ne sera pas amené à restaurer les monuments dont il aura la charge, mais aura à en assurer la sécurité et l'entretien. De plus, le personnel continuera de relever du ministère de la Culture. Mais l'adjudicataire du marché aura évidemment la latitude de mobiliser des ressources humaines supplémentaires en rapport avec le volume de ses activités. □

et du jeune public, la mise en place d'une scénographie au sein de ces sites en relation avec leur historique pour mieux le mettre en valeur. La durée du contrat a été fixée à 10 ans. Plusieurs candidats marocains, italiens, français et espagnols sont intéressés par cette exploitation dont le dernier délai de soumission est le 14 septembre. Après l'attribution du marché, l'opérateur disposera d'un délai de 4 mois pour déployer les moyens humains et matériels nécessaires à l'exploitation des sites. Il devra également créer une société de droit marocain pour

A travers cette gestion déléguée, le ministère de la Culture espère atteindre 5 millions au bout de trois ans et 20 millions de visiteurs sur l'ensemble des monuments à l'horizon 2020. Pour inciter les investisseurs, le ministère a mis en avant le potentiel financier des sites ainsi que leur valeur historique. Le Palais Badiï, par exemple, a été construit par le sultan Abou Al Abbas Ahmed Saadi approximativement en 1578. Il s'étend sur plus de 21 hectares. En 2014, le site a accueilli 103.400 visiteurs. Le monument a généré 2,4 millions de DH de recettes au

titre des visites et de location, contre 1,7 million l'année précédente.

D'une superficie de 8.000 m², le Palais Bahia a été construit par le vizir Ahmed ben Moussa, dit Bahmad et remonte à 1866. En 2014, il a reçu plus de 400.000 visiteurs pour une recette globale de 6,4 millions de DH contre 5,3 millions un an auparavant. Le troisième monument que le ministère de la Culture propose à la gestion privée concerne les tombeaux saâdiens. Construite en 1557, la nécropole royale n'a été découverte tout à fait par hasard qu'en 1917. C'est un mix entre l'architecture saâdienne et andalouse. En 2014, le site a été visité par près de 400.000 personnes et a réalisé des recettes de l'ordre de 3,8 millions de DH contre 3,4 millions un an auparavant. Dans le cahier des charges de l'investisseur qui réussira à décrocher le marché, il existe de grandes possibilités. Il pourra par exemple investir dans la technologie pour verrouiller les visites et augmenter les recettes. □

B. B.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com